

ARRÊTÉ DU MAIRE

23 / 1624

AUTORISANT UN ETALAGE PERMANENT SUR LE DOMAINE PUBLIC Année 2023 – PRIMEURS 127 avenue de la République à Montgeron

SC/PA/AMP

**Le Maire de Montgeron,
Conseillère régionale d'Ile-de-France**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2213-6 relatif à l'utilisation du domaine public à des fins commerciales, qui dispose que toute occupation de la voie publique ou des marchés publics en vue d'une exploitation commerciale donne lieu à une autorisation du Maire et au paiement d'un droit de place,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n°22/40 du Conseil municipal en vigueur, fixant le montant de la redevance d'occupation du domaine public,

Vu la demande en date du 01 juillet 2023 concernant un étalage permanent sur le trottoir formulée par Monsieur Moez LOULIZI, gérant de PRIMEURS, sis 127 avenue de la République occupant un espace de 2.34m²,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'autoriser l'installation d'un étalage permanent sur la voie publique au-devant de l'établissement « PRIMEURS »,

A R R E T E

Article 1^{er} Monsieur Moez LOULIZI, gérant de « PRIMEURS », sis 127 avenue de la République à Montgeron (91230) est autorisé à installer un étalage permanent sur le trottoir occupant un espace de 2.34m².

Article 2 La présente autorisation est accordée pour l'année 2023 moyennant le paiement de la redevance en vigueur, pour occupation temporaire du domaine public communal, à l'emplacement et pour la superficie déterminée à l'article 1^{er} soit 42.12€. Le montant de la redevance est payable d'avance et annuellement.

Article 3 L'étalage installé sur le domaine public répondra aux qualités suivantes :

- Le mobilier sera maintenu dans un bon état d'entretien. Tout matériel défectueux sera réparé et remplacé dans les plus brefs délais.
- Le mobilier sera dans des matériaux solides et durables.
- Les dispositifs en plastique sont interdits.
- Le mobilier sera harmonisé en termes de couleurs et de formes.
- Le mobilier n'affichera aucune publicité ou enseigne sans autorisation.

Article 4 La présente autorisation est révoquée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le permissionnaire ne se conforme pas aux conditions susvisées notamment.

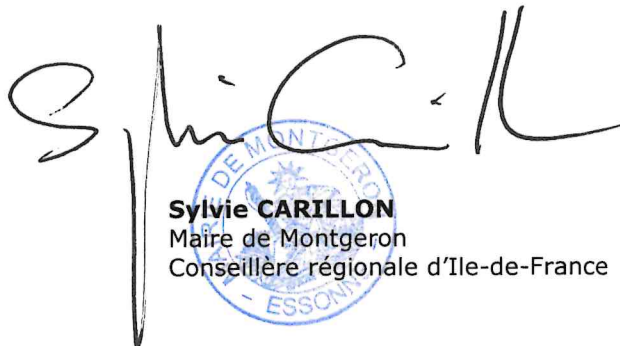
Article 5 Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Article 6 Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
Monsieur le Trésorier Principal de Montgeron,
Monsieur le Commissaire de Montgeron,
Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale de Montgeron.


Article 7 Le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Fait à Montgeron, le 06 JUIL. 2023



Sylvie CARILLON
Maire de Montgeron
Conseillère régionale d'Ile-de-France



Publication sous forme électronique sur <https://www.montgeron.fr/>